

M. Muir: Maintenant, tout le monde en chœur avec Mitch!

L'hon. M. Sharp: Le budget visait surtout à s'assurer que l'économie continue de progresser avec le minimum d'inflation.

Une telle tâche est rude n'importe quand, mais les députés conviendront, j'en suis sûr, qu'au moment où des forces extérieures menacent la stabilité, nous avons dû travailler avec acharnement. Le ministre des Finances a abordé le problème avec beaucoup d'intelligence, je crois, en décidant qu'il nous fallait essayer surtout d'améliorer notre position sur les marchés mondiaux. Il était clair que le principal problème se posait dans le secteur de la fabrication. Les industries extractives ont bénéficié de stimulants spéciaux au cours des ans; quant aux industries de services, elles n'ont pas eu à subir le genre de concurrence étrangère qui nous a causé des ennuis; elles n'ont cessé de prendre beaucoup d'ampleur.

Au cours des dernières années, le nombre des emplois dans le secteur de la fabrication a très peu augmenté. Les prévisions relatives aux dépenses de capital n'étaient pas plus encourageantes puisque les industries manufacturières hésitaient à augmenter leurs investissements au titre des usines, de l'équipement ou de la construction de nouveaux immeubles. En conséquence, il fut décidé que le meilleur moyen de relancer l'économie, c'était de stimuler surtout les industries manufacturières. C'est une politique industrielle pleine de bon sens, monsieur l'Orateur. Il y a tout lieu de croire que, dans les prochaines années, la demande de matières premières et de ressources énergétiques canadiennes sera très élevée; nous devons tout simplement maintenir des prix concurrentiels et nous tirons avantage de nos ressources.

Toutefois, pour ce qui est de la fabrication, la situation diffère puisqu'il nous faudra certainement disputer les marchés domestiques et étrangers. C'est le défi que nous sommes tous tenus de relever. Ce n'est pas une question de politique cocardière et elle ne doit pas, en fait, diviser les partis à la Chambre ou la population canadienne. Je suis d'avis que la Chambre et tous les partis en cause se doivent d'appuyer énergiquement ces exonérations fiscales importantes à l'endroit des industries manufacturières, qu'annonçait le ministre des Finances dans son exposé budgétaire.

Des porte-parole du NPD notamment ont critiqué ces réductions d'impôt. Ils se sont moqués de voir, le ministre des Finances faire confiance aux sociétés manufacturières du pays. Le NPD adopte une attitude cynique en maintes circonstances et c'est peut-être une des raisons pour lesquelles il ne va jamais bien loin en politique. Quelqu'un a dit que ce parti affirme avoir une politique pour les gens mais qu'il se méfie des individus.

L'hon. M. Stanfield: Je pensais qu'il s'agissait d'une intervention neutre.

L'hon. M. Sharp: Que puis-je faire d'autre face aux propositions du NPD? Ils ont proposé des réductions d'impôt générales pour les contribuables. Nous avons tous applaudi l'ancien ministre des Finances lorsqu'il a présenté sa réforme fiscale qui exemptait 800,000 personnes de l'impôt et réduisait l'impôt de 4 millions de personnes. A ce moment-là, c'était la priorité à accorder; la réforme fiscale et le programme de sécurité du revenu familial mis en œuvre par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Munro) apporteront probablement

[L'hon. M. Sharp.]

aux pauvres du Canada une aide aussi importante que ce qui s'est fait en une génération dans ce domaine.

Une des choses qui m'a le plus ennuyé c'est que le NPD s'oppose à cette façon de procéder. L'attitude du NPD envers le FISP est tout à fait incroyable. Ce parti propose un revenu annuel garanti. Un revenu annuel garanti comporte le transfert de revenu au bas de l'échelle; il comporte une diminution progressive de l'aide à mesure qu'augmente le revenu, mais quand le gouvernement a proposé cette mesure, aux termes de la loi sur le régime de revenu familial garanti, en ce qui concerne l'aide au revenu familial, le Nouveau parti démocratique fut le seul parti à la Chambre à s'y opposer. Cela me paraît si incroyable que je me demande si le NPD n'est pas plus atteint qu'on ne le pense par les «Waffles».

Une autre réduction d'impôts en faveur des particuliers aurait-elle été à conseiller dans le budget actuel? On a examiné la chose, sûrement séduisante par certains côtés. Un dégrèvement fiscal pour tout le monde au pays aurait peut-être été plus populaire du point de vue politique, mais aurait-ce été la meilleure façon de créer des emplois, qui est, comme l'a dit si justement le ministre des Finances, notre tâche primordiale? Monsieur l'Orateur, il est clair que non. La demande à la consommation augmente déjà sensiblement et de façon soutenue. Elle n'exige pas de stimulant spécial. En outre, les consommateurs dépendent leur argent pour acheter non seulement des produits canadiens mais des produits importés. En recourant aux réductions d'impôts pour créer plus d'emplois au pays par une augmentation générale des dépenses, on aurait suscité une déperdition sensible dans les importations et j'aurais dû en conclure, comme tous ceux qui s'occupent de ce problème, que ce n'était pas le remède indiqué pour l'instant.

L'hon. M. Stanfield: Pourquoi était-ce un bon remède l'automne dernier?

L'hon. M. Sharp: Parce que les circonstances étaient tout à fait différentes. Notre politique devrait viser surtout à l'heure actuelle—le chef de l'opposition (M. Stanfield) en conviendra sûrement—à accroître les dépenses des Canadiens pour des produits canadiens et à augmenter les exportations de produits canadiens. On ne saurait y arriver par un protectionnisme autodestructeur, auquel notre gouvernement libéral s'oppose des plus vivement. Les subventions à l'exportation où les stimulants fiscaux ne sont pas indiqués dans ce cas-ci, car cela ne nous aide pas à faire concurrence aux importations de l'étranger; on ne réussirait pas davantage en stimulant la demande des consommateurs. Il y aurait trop de déperdition de ce côté. Le remède consiste en de nouveaux efforts de la part des fabricants et conditionneurs canadiens, pour produire plus efficacement et à bon marché, pour pouvoir faire concurrence aux importations et aux autres pays sur les marchés d'exportation.

Le budget se concentre sur ce problème et il en fait son grand cheval de bataille. Il ne se contente pas de demi-mesures mais consent des réductions fiscales sensationnelles qui avantagent tant les grands que les petits fabricants. Il prévoit des amortissements spéciaux pour les encourager à mieux réussir en se procurant de nouvelles machines et du nouveau matériel.